

## Joseph Retinger, Mémoires d'une Éminence grise

**Légende:** En 1972, Joseph Retinger, ancien secrétaire général du comité de coordination des mouvements pour l'unité européenne puis délégué général du Mouvement européen, évoque dans ses Mémoires le succès du congrès pour l'Europe à La Haye en mai 1948.

**Source:** RETINGER, Joseph. Memoirs of an Eminence Grise. POMIAN, John (Ed.). Sussex: University Press, 1972. p. 220-224.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/joseph\\_retinger\\_memoires\\_d\\_une\\_eminence\\_grise-fr-of78d487-fbea-48bo-9f63-8offea799c56.html](http://www.cvce.eu/obj/joseph_retinger_memoires_d_une_eminence_grise-fr-of78d487-fbea-48bo-9f63-8offea799c56.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

[...]

Le congrès de La Haye a été un succès extraordinaire. Parmi les quelque huit cents délégués figuraient dix-huit ex-Premiers ministres et vingt-huit ex-ministres des Affaires étrangères. Jamais, dans ma longue expérience de la vie publique, je n'ai vu de rassemblement aussi imposant. Des personnalités importantes se sont portées volontaires pour consacrer leur temps à l'élaboration de propositions pratiques pour la mise en œuvre de cette idée nouvelle. Elles ne savaient pas quelle serait la réaction du public; un grand nombre d'entre elles ne savaient pas quelle serait la réaction de leur gouvernement ou de leur parti. Un grand nombre d'entre elles se sont rendu compte qu'étant donné les positions qu'elles occupaient, elles prenaient d'énormes responsabilités. Elles n'en retireraient aucune gloire personnelle car elles étaient trop nombreuses pour pouvoir revendiquer individuellement beaucoup de mérite et elles ont donc dû travailler plus ou moins dans l'anonymat.

Le congrès a duré du 8 au 10 mai, et une énorme quantité de travail a dû être abattue durant cette courte période. L'une des commissions, la commission économique, présidée par M. Van Zeeland, a siégé deux fois de suite jusqu'à six heures du matin; la commission politique, présidée par M. Ramadier, a passé toutes les nuits à débattre de notre programme et de nos objectifs et elle a mené, en son sein, les batailles les plus acharnées; quant à la commission culturelle, présidée par Don Salvador de Madariaga, elle a également travaillé tard dans la nuit à la préparation d'une série de propositions, dont la plupart ont été depuis mises en œuvre.

Tout au long du congrès, pendant les réunions plénières et au sein des commissions, on sentait l'enthousiasme des participants, leur ardeur contagieuse et leur conscience de l'importance de l'occasion. Les participants n'ont épargné aucun effort pour donner le meilleur d'eux-mêmes et les discours ont souvent atteint des sommets inégalés. Le ton a été donné tout au début par le brillant discours de Churchill, tandis que parmi les nombreux discours mémorables qui ont suivi, j'aime encore me souvenir de celui de Don Salvador de Madariaga, l'un de ses meilleurs, dans lequel il a appelé au développement d'une mentalité européenne.

Le congrès a bénéficié d'une énorme publicité, et les participants, après s'être dispersés, y ont eux-mêmes contribué et ont confirmé son influence. En conséquence, l'idée de l'unité européenne a été portée de manière frappante à l'attention de l'opinion publique.

Je n'ai pas toujours partagé le point de vue de Duncan Sandys, mais je dois admettre qu'il a été superbe au congrès, démontrant son talent d'organisateur, son énergie, sa ténacité et, pour une fois, un tact admirable! J'ai admiré la sagesse de Winston Churchill et ses efforts infatigables pour bien faire comprendre son point de vue et faire du congrès une réussite. Je suis très reconnaissant à son Altesse royale la princesse Juliana, désormais reine des Pays-Bas, de sa gentillesse et de l'aide et des conseils précieux qu'avec son époux, le prince Bernhard, elle nous a donnés si aimablement.

Le congrès a exprimé le désir unanime de créer une Europe unie. Tout le monde a compris que l'acharnement à défendre l'indépendance nationale et à préserver la souveraineté nationale appartenait au passé. Mais, si certains des participants voulaient se donner pour but une fédération et souhaitaient adopter un programme très révolutionnaire et radical, d'autres préféraient une approche plus pragmatique assortie d'un objectif ultime moins clairement défini. Il y a eu des débats enflammés, surtout au sein de la commission politique, quand les fédéralistes, sous la houlette de Paul Reynaud, ont appelé à la création d'une assemblée constituante européenne élue directement par le peuple d'Europe. D'autres voulaient une assemblée consultative plus modeste, plus susceptible d'être acceptée par les gouvernements. Les délégués britanniques, conscients de l'attitude hostile du gouvernement travailliste envers le congrès, menaient les modérés, et, à la fin, les délégués sont parvenus à un compromis sur une formule moins ambitieuse. Pour la même raison, l'appel à «la mise en commun et au transfert de droits souverains» l'a emporté sur celui en faveur d'un «État fédéraliste». Une intervention opportune de M. Harold Macmillan a beaucoup contribué à ce que les délégués se mettent d'accord sur ce point.

À La Haye, nous avons posé les bases de tout ce qui allait marquer le progrès de l'idée européenne au cours des 10 années à venir. Tous les grands traités européens ont leurs racines dans ce congrès fécond et audacieux. En même temps, nous avons établi les principes et les doctrines de l'unité européenne. Ainsi, le congrès a donné une impulsion à notre action durant les années à venir et en a fixé le ton, tandis que l'enthousiasme qu'il a engendré a rendu nos progrès remarquablement rapides.

Il a été également le précurseur de tout le travail accompli aux conférences internationales que nous avons organisées par la suite à Bruxelles, à Lausanne, à Rome et à Westminster.

Durant les semaines qui ont suivi, nous avons mis sur pied, dans chaque pays, des délégations influentes qui ont rencontré les chefs de leurs gouvernements respectifs pour leur présenter les résolutions du congrès de La Haye et insister sur la création d'une Assemblée européenne. Après de nombreux entretiens avec Paul-Henri Spaak, qui était alors Premier ministre de Belgique, celui-ci a finalement consenti à proposer aux autres gouvernements d'Europe occidentale l'idée du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée consultative. Au début du mois d'août 1948, je me suis rendu à Paris avec Duncan Sandys pour discuter de ces questions avec nos collègues français. Soudain, le 15 août, Paul Ramadier, qui était devenu ministre entre-temps, nous a dit qu'il était prêt à présenter cette proposition au gouvernement français et à lui demander de prendre l'initiative de convoquer une réunion des ministres des Affaires étrangères occidentaux, ou au moins de certains d'entre eux, pour examiner nos idées. Deux jours plus tard, nous avons présenté à Ramadier un mémorandum qui était en grande partie l'œuvre de Duncan Sandys. Le même jour, Ramadier le soumettait pratiquement sans changement au gouvernement français, réuni au grand complet. Celui-ci l'a accepté et a pris l'initiative de le proposer aux gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg. Tout cela s'est déroulé dans la hâte, et Paul-Henri Spaak, qui se reposait à Biarritz, n'a pas pu être tenu pleinement au courant. Cependant, nous lui avons téléphoné et nous lui avons dit que le gouvernement français avait l'intention d'accepter nos propositions. Il a alors consenti à lui laisser cette tâche, car il serait plus facile pour la France que pour la Belgique de prendre l'initiative et de faire aboutir cette idée.

Pour nous a suivi alors une période d'activité fiévreuse. À la fin du mois d'octobre, les ministres des Affaires étrangères des cinq pays se sont réunis et ont décidé de former une commission d'étude sous la présidence d'Édouard Herriot. Ses membres réunissaient d'éminents partisans de notre mouvement tels que Léon Blum, Paul Reynaud, François de Menthon pour la France, Max Busset, Auguste de Schryven, Fernand Dehousse pour la Belgique, Pieter Kerstens, Bruyns Slot pour les Pays-Bas, Fernand Loesch et Michel Rasquin pour le Luxembourg, tandis que la délégation britannique, menée par Hugh Dalton, comprenait Sir Gladwyn Jebb (aujourd'hui Lord Gladwyn), Lord Inverchapel et Sir Edward Bridges.

La commission devait se réunir à Paris au début du mois de décembre, et quelques jours avant la réunion, lors d'une conversation avec Hugh Dalton, j'ai suggéré qu'il serait utile que ces personnes se rencontrent avant pour une entrevue informelle. Par conséquent, j'ai organisé un déjeuner pour les chefs des délégations au Lapérouse, à Paris, que j'ai moi-même failli manquer, car l'aéroport de Londres était pris par le brouillard et ce n'est qu'au prix de grandes difficultés que j'ai pu prendre le train de nuit pour Paris!

Le déjeuner s'est très bien passé et s'est révélé très utile. Tandis que les Français, les Belges et les Néerlandais adhéraient pleinement à nos idées concernant la création d'une Assemblée parlementaire européenne, le gouvernement britannique était de l'avis qu'il était inutile et peut-être même dangereux de donner leur mot à dire à des parlementaires, et qu'il suffisait de créer un Conseil ministériel pour que l'unification européenne demeure fermement sous le contrôle des gouvernements. C'est la raison pour laquelle je me suis dit qu'il serait utile d'instaurer une atmosphère chaleureuse parmi les délégués dès le début de ces négociations difficiles. Nous y sommes parvenus, et je suis reparti avec un sentiment d'optimisme sur l'issue des dures batailles qui nous attendaient.

La commission a produit un rapport approuvant nos points de vue, sur lequel les délégués britanniques se sont simplement abstenus, au lieu de voter contre comme nous le craignons. Ce document a été examiné à son tour en janvier 1949 par une conférence des ministres des Affaires étrangères, qui a marqué certains

progrès, puisque la Grande-Bretagne s'est rapprochée du point de vue continental. D'autres réunions ont suivi, avec la participation d'autres pays européens, tandis que pendant toute cette période, nous avons suivi attentivement les événements, présentant des mémorandums et faisant pression sur les gouvernements pour qu'ils acceptent nos points de vue. Enfin, le 5 mai 1949, un traité instituant le Conseil de l'Europe, qui avait été le principal objectif du congrès de La Haye, a été conclu à Londres.

[...]